

EN ACTION

VOL 22 – NO 3 – JUIN 2009

FÉDÉRATION INTERPROFESSIONNELLE DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

Conseil fédéral
des 1^{er}, 2 et 3 juin 2009



Nouvelle présidente de la FIQ

Régine Laurent
Présidente

RÉGINE LAURENT ÉLUE À LA PRÉSIDENTENCE DE LA FIQ

Ce conseil fédéral fut un moment important pour les déléguées puisqu'elles ont élu la nouvelle présidente de la Fédération. Elles ont également pu constater tout le travail accompli dernièrement par la Fédération puisqu'un suivi sur la majorité des dossiers leur a été livré.



États financiers

P.3

Une Fédération en excellente santé financière

Solidarité

P.5

Solidarité internationale
Lutte à la privatisation

Organisation du travail

P.6

L'organisation du travail :
défi historique, contemporain et futur
du syndicalisme
Comité Jeunes

En effet, le dossier prioritaire concernant l'organisation du travail et les relations de travail, la négociation, les finances, les dossiers sociopolitiques, la condition féminine, la santé et la sécurité du travail, le développement des technologies de l'information ainsi que la sécurité sociale ont tous fait l'objet d'un compte rendu. De plus, trois conférences portant sur l'organisation du travail, sur la solidarité internationale et sur les droits des femmes ont capté l'intérêt des déléguées.

Le point culminant de ce conseil fut, sans aucun doute, l'élection à la présidence de la FIQ. Régine Laurent succède ainsi à Lina Bonamie. Félicitations! Voici une partie du message livré par la nouvelle présidente à la délégation :

« Cette élection aura été l'occasion d'un véritable débat démocratique. Je tiens en premier lieu à saluer l'autre candidat en lice, Daniel Gilbert, et à lui exprimer tout mon respect. M. Gilbert a su immédiatement se rallier au choix des déléguées, et ce, dans le meilleur intérêt de l'organisation. De par son travail et sa détermination, c'est un collaborateur important en qui j'ai totalement confiance.

» C'est avec beaucoup d'enthousiasme et de fierté que je prends les commandes de cette formidable organisation qu'est la FIQ, une fédération qui regroupe 57 000 professionnelles en soins. Je suis une femme d'équipe et j'entends me mettre à l'œuvre, dès maintenant, avec mes collègues membres du comité exécutif et l'ensemble des salariées de la FIQ pour défendre nos membres.

» Je souhaite également vous faire part de quelques-unes de mes préoccupations et de mes engagements. En ce qui concerne la négociation de notre prochaine convention collective, je travaillerai inlassablement à maintenir une cohésion dans nos rangs, à garder notre vraie place au sein du Front commun et à préserver notre spécificité comme professionnelles en soins. Je m'engage à défendre nos revendications avec l'énergie de celle qui sait que tout est possible.

» Quant à l'organisation du travail, la Fédération en a fait un cheval de bataille depuis de nombreuses années, une bataille qui doit continuer. Je veux, à cet égard, entrevoir l'organisation du travail comme un levier pour redonner

aux soignantes et aux soins la place qui leur revient dans notre réseau de la santé et pour maintenir ou redonner des soins plus humains. J'aimerais obtenir, dans ce sillon, l'adhésion d'un grand nombre de professionnelles en soins et l'appui de la population du Québec.

» Je veux travailler à vos côtés pour que la FIQ demeure une organisation démocratique et accessible, une organisation qui favorise l'implication du plus grand nombre dans les prises de décision, entre autres par la mobilisation, par l'accès à l'éducation syndicale et par le droit à l'information. C'est à la FIQ que j'ai fait, comme beaucoup d'autres femmes, l'apprentissage du pouvoir au féminin, un pouvoir qu'il faut préserver pour poursuivre la lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes.

» Enfin, j'ai été de tous les combats à la FIQ depuis plus de 25 ans et, en tant que présidente, je veux redoubler d'ardeur pour défendre les positions de la FIQ sur toutes les tribunes publiques. Je veux défendre les professionnelles en soins avec cœur, avec honneur et dans l'action. » ■

POSTE-PUBLICATION

Convention 40007983

(adresse de retour)
FIQ – Québec | 1260, boul. Lebourgneuf
Bur. 300, Québec (Québec) G2K 2G2

SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL



De gauche à droite : Hélène Caron, Éleine Trottier et Roxanne Michaud

Lors de ce conseil fédéral, Éleine Trottier, responsable politique du secteur Santé et Sécurité du travail, ainsi qu'Hélène Caron et Roxanne Michaud, conseillères syndicales à ce secteur, ont donné quelques points d'information à la délégation sur la semaine annuelle Santé et Sécurité du travail et la campagne de vaccination contre l'influenza saisonnière.

SEMAINE ANNUELLE SST

La Semaine SST 2008 de la FIQ a été un franc succès. Le thème, « La vitesse blesse », ainsi que le matériel produit ont été très appréciés par les équipes locales et les membres. L'objectif de sensibiliser les professionnelles en soins et les employeurs aux sources de danger potentiel associées à la vitesse d'exécution du travail a été atteint. Pour l'année 2009, le comité fédéral SST a choisi de traiter des agressions physiques et verbales dont sont victimes les professionnelles en soins dans leur milieu de travail. L'affiche promotionnelle, illustrant le thème et le slogan « Soigner sans être agressée, une priorité! », a été dévoilée. La semaine SST se tiendra du 18 au 24 octobre 2009.

CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE L'INFLUENZA SAISONNIÈRE

Un bilan de la campagne de vaccination antigrippale 2008-2009 de l'Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail du secteur affaires sociales (ASSTSAS) a été présenté. Rappelons que le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) lui avait confié le mandat de concevoir une trousse pour promouvoir la vaccination du personnel de la santé contre l'influenza saisonnière. La Fédération avait émis plusieurs réserves et avait fait part de son insatisfaction relativement à cette trousse. Puisqu'un second mandat lui a été octroyé pour la campagne 2009-2010, un nouveau comité consultatif paritaire a été mis sur pied afin de valider les outils à distribuer. ■

NÉGOCIATION INTERSECTORIELLE

Dans le cadre des travaux pour définir les revendications sur les matières intersectorielles, des recommandations concernant les salaires, la retraite, les droits parentaux et les disparités régionales ont été soumises aux membres pour consultation. La responsable politique de la négociation, Sylvie Savard, accompagnée du coordonnateur à la négociation, Gino Pouliot, a présenté aux déléguées les résultats de la consultation.

Toutes les propositions ont été adoptées à très forte majorité lors des assemblées locales. L'avant-projet intersectoriel a été entériné, tel quel, par la délégation. Les autres organisations syndicales membres du Secrétariat intersyndical des services publics-Négociation (SISP-N), soit l'APTS, la CSQ, le SFPQ et le SPGQ procèdent également à l'adoption du projet intersectoriel. La prochaine étape sera donc d'harmoniser les revendications en SISP-N.

Ultérieurement, un autre exercice d'harmonisation aura lieu entre les trois organisations membres du Front commun : SISP, CSN et FTQ. Ainsi, au conseil fédéral de septembre, les déléguées adopteront le projet de convention collective intersectoriel qui sera déposé par le Front commun à la partie patronale.



De gauche à droite : Lise Martel, Paul Chaput et Jean Perron

DES NOUVELLES TECHNOLOGIES AU SERVICE DES MEMBRES

La responsable politique du service Informatique-Documentaire, Lise Martel, ainsi que Paul Chaput et Jean Perron, coordonnateur et coordonnateur adjoint à ce secteur, ont présenté à la délégation un rapport d'étape concernant le plan directeur informatique de la Fédération.

Après avoir constaté que les systèmes informatiques de la Fédération avaient besoin plus que d'une mise à jour et, plus particulièrement, après l'intégration en 2005 de 12 000 nouvelles membres, un virage informatique était nécessaire et essentiel. Depuis, de nombreux changements ont déjà été effectués. En plus de renouveler le parc informatique de la Fédération, de nouveaux logiciels sont actuellement implantés et d'autres le seront sous peu.

Des services, en direct via Internet, seront disponibles pour l'ensemble des syndicats et des équipes locales pour les aider dans la gestion des recours, les procédures d'arbitrage, le dépôt de griefs ainsi que pour leur fournir des mises à jour importantes concernant les données nécessaires au bon fonctionnement du syndicat. L'implantation de ces nouvelles technologies de l'information se poursuivra jusqu'en 2011. ■

UNE FÉDÉRATION EN EXCELLENTE SANTÉ FINANCIÈRE

La trésorière de la FIQ, Lise Martel, accompagnée de la directrice générale, Marie-Claude Martel, a présenté aux déléguées les états financiers vérifiés pour l'année 2008. La Fédération est en très bonne santé financière comme en témoigne ce bilan.

Lise Martel a exprimé à la délégation toute l'importance que la Fédération accorde aux services offerts aux syndicats et aux membres. Les priorités fixées par la Fédération se sont traduites par l'investissement des ressources financières nécessaires à leur réalisation. Les sommes investies dans le cadre de l'acquisition et du déménagement du siège social ainsi que d'autres liées au plan directeur informatique ont fait l'objet d'explications détaillées de la part de la trésorière. Quant aux questions spécifiques qui ont été posées à la trésorière, elle a offert aux déléguées tous les détails nécessaires pour bien comprendre les fluctuations et les écarts dans les revenus et les dépenses. Satisfaite du bilan financier 2008, la délégation l'a adopté à l'unanimité.

Les membres du comité Vérification interne, Pascal Beaulieu, Jacques Poulin et Jérôme Rousseau, ont présenté aux déléguées leur rapport pour l'année 2008. Les membres du comité étaient très satisfaits de la gestion rigoureuse des avoirs de la FIQ et ont déclaré que la santé financière de la FIQ était excellente. ■

RÉSERVE POUR SOLIDARITÉ		
	2008 (12 mois)	2007 (12 mois)
REVENUS		
Contribution du fonds d'administration	107 022	107 022
DÉPENSES		
Solidarité	106 795	107 401
EXCÉDENT DES REV. SUR LES DÉP.	<u>227</u>	<u>(379)</u>

RÉSERVE POUR INSTANCES		
	2008 (12 mois)	2007 (12 mois)
REVENUS		
Contribution du fonds d'administration	2 323 316	1 443 526
DÉPENSES		
Instances (incluant Péréquation en 2008)	2 508 604	1 278 819
EXCÉDENT DES REV. SUR LES DÉP.	<u>(185 288)</u>	<u>164 707</u>

RÉSERVE POUR SIÈGE SOCIAL		
	2008 (12 mois)	2007 (12 mois)
REVENUS		
Contribution du fonds d'administration	0	1 437 334
DÉPENSES		
Siège social	0	0
EXCÉDENT DES REV. SUR LES DÉP.	<u>0</u>	<u>1 437 334</u>

RÉSERVE POUR NÉGOCIATION		
	2008 (12 mois)	2007 (12 mois)
CONTRIBUTION DU FAG		
Cotisations régulières	1 600 000	4 824 913
Cotisation spéciale	0	0
Autres revenus	0	0
Total de la contribution	1 600 000	4 824 913
NÉGOCIATION		
Salaires et avantages sociaux	1 080 338	3 509 707
Frais de déplacement	111 459	401 695
Frais de location	6 626	0
Frais de reprographie	238 258	27 261
Messagerie et communication	294	36 378
Honoraires professionnels	191 020	152 345
Publications	33 996	0
Projets spéciaux	0	0
Conseils fédéraux	179 360	83 110
Autres dépenses	0	200 866
Négociation privée	0	735
Total des frais de négociation	1 841 351	4 412 097
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES AVANT CONTRIBUTION	<u>(241 351)</u>	<u>412 816</u>

FONDS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE		
	2008 (12 mois)	2007 (12 mois)
REVENUS		
Cotisations régulières	26 038 709	20 651 369
Intérêts	339 894	614 682
Subventions	47 082	51 195
Autres revenus	57 586	40 353
Total des revenus	26 483 271	21 357 599
DÉPENSES		
Instances et officières syndicales	1 700 921	1 709 138
Secteurs		
Relations de travail	11 641 279	9 987 647
Secteurs et services	773 707	751 554
Sociopolitique	288 737	296 389
Condition féminine	154 050	150 254
SST	252 437	136 769
TOT	268 958	197 831
Sécurité sociale	194 376	219 591
Total des secteurs	13 573 544	11 740 035
Services		
Éducation-Animation	502 528	577 086
Organisation syndicale	548 689	510 198
Communication-Information	595 191	644 690
Traduction	92 865	109 367
Total des services	1 739 273	1 841 341
Péréquation	0	772 728
Administration	5 021 840	4 342 082
Ressources humaines	928 979	826 291
Total des dépenses	22 964 557	21 231 615
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	<u>3 518 714</u>	<u>125 984</u>

FONDS DE DÉFENSE SYNDICALE		2008 (12 mois)	2007 (12 mois)	BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008		Fonds de défense syndicale	Fonds d'administration*	Total
REVENUS				ACTIF À COURT TERME				
Contribution du fonds d'administration				Encaisse				
Prestations				Placements temporaires				
Cotisations régulières				Avances du Fonds d'administration				
Dons				Avances au Fonds comité paritaire ass.				
Intérêts				Avances au FDS				
Organisation				Débiteurs				
Cotisations régulières				Frais imputables au prochain				
Intérêts				exercice et long terme				
Projets spéciaux				Frais reportés				
Autres revenus-Répartition des pénalités				IMMOBILISATIONS				
Total des revenus				ACTIF TOTAL				
929 177				2 018 783				
884 540				19 647 424				
21 666 207				21 666 207				
DÉPENSES				PASSIF À COURT TERME				
Prestations				Créditeurs et frais courus				
Comité de défense syndicale				Revenus reportés				
Salaires et charges sociales				Développement des ressources humaines				
Amendes et frais judiciaires				Dû au FDS				
Honoraires professionnels				Dettes échéant à moins d'un an				
Intérêts et frais bancaires				Comptes à payer				
Autres dépenses				PASSIF TOTAL				
Aide financière				DETTE À LONG TERME				
93 755				0				
131 788				6 243 380				
6 243 380				6 243 380				
Organisation				AVOIR DES MEMBRES				
Salaires, libérations et charges sociales				Surplus accumulé non affecté				
Frais de déplacement				Surplus affecté-mobilier/équipement				
Frais de location				Surplus affecté-siège social				
Frais de reprographie				Surplus-réserve pour négociations				
Messagerie et communication				Susplus-réserve pour solidarité				
Honoraires professionnels				Surplus-réserve pour instances				
Autres dépenses								
12 747				2 018 783				
33 355				13 404 044				
15 422 827				15 422 827				
Projets spéciaux				PASSIF ET AVOIR				
Salaires et charges sociales				2 018 783				
Frais de déplacement				2 018 783				
Aide financière-grève				19 647 424				
Autres dépenses				19 647 424				
Total des dépenses				21 666 207				
106 502				21 666 207				
165 143				21 666 207				
EXCÉDENT DES DÉPENSES								
SUR LES REVENUS								
822 675								
719 397								

* Réserves solidarité, négociations, siège social et instances.

REVENUS ET DÉPENSES DE L'EXERCICE ET SOLDE DES FONDS AU 31 DÉCEMBRE 2008	Fonds de défense syndicale	Fonds d'administration	Réserve pour négociations	Réserve pour solidarité	Réserve pour instances	Total
SOLDE DES FONDS AU 31 DÉCEMBRE 2007	1 196 108	9 769 126	412 818	(379)	130 181	11 507 854
Redressement	0	0	0	0	0	0
Solde redressé des fonds au 31-12-07	1 196 108	9 769 126	412 818	(379)	130 181	11 507 854
Revenus de l'exercice 2008	929 177	26 483 271	1 600 000	107 022	2 323 316	31 442 786
Dépenses de l'exercice 2008	106 502	22 964 557	1 841 352	106 795	2 508 604	27 527 810
Excédent de l'exercice 2008	822 675	3 518 714	(241 352)	227	(185 288)	3 914 976
SOLDE DES FONDS AU 31 DÉCEMBRE 2008	2 018 783	13 287 840	171 466	(152)	(55 107)	15 422 830
Surplus affecté-mobilier/équipement		2 151 038				
Surplus affecté-siège social		8 864 461				
Surplus affecté-informatique		2 436 022				
Surplus accumulé non affecté		(163 682)				

N.B. : À cause des décimales, il y a un écart d'arrondi.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Michèle Boisclair, responsable politique du secteur Sociopolitique, et Karine Crépeau, conseillère syndicale à ce secteur, ont fait part aux déléguées des travaux du comité ad hoc Solidarité, composé de militantes et de salariées de la FIQ. À ce jour, deux rencontres ont eu lieu et ont permis de déterminer les orientations à privilégier en vue de développer de nouvelles pratiques de solidarité à la FIQ.



Richard Simard

La première rencontre du comité a été l'occasion de partager une conception commune de la solidarité internationale, de se familiariser avec les enjeux de la solidarité et d'y jeter un regard critique par l'intermédiaire de conférenciers invités. Cette rencontre a été fort appréciée des participantes. Elles ont constaté la complexité et l'étendue de la solidarité et de la coopération internationale. En effet, il existe plusieurs organismes de coopération internationale qui, bien qu'ils souscrivent aux mêmes valeurs, se distinguent parfois par les objectifs qu'ils poursuivent et par les moyens qu'ils mettent de l'avant pour y arriver.

Quant à la deuxième rencontre, elle a permis d'identifier quatre grandes catégories d'activités qui feront l'objet d'un examen plus approfondi, soit :

- des activités d'information et d'éducation à la solidarité internationale;
- des activités de stages;
- des activités pour soutenir financièrement des projets pour le renforcement des solidarités;

- des activités d'actions politiques.

À partir de ces orientations, un projet de Programme de solidarité sera rédigé et présenté au conseil fédéral de décembre 2009.

QUE DEVRAIT-ÊTRE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE?

Parmi les conférenciers invités à échanger avec le comité Solidarité, Richard Simard, chargé des programmes internationaux en Amérique latine à Développement et Paix, un des plus importants organismes de coopération internationale au pays, a fait une présentation à la fois éducative et inspirante. M. Simard a ainsi été invité au conseil fédéral pour partager avec les déléguées sa passion et sa conception de la solidarité internationale.

M. Simard, qui a plus de 20 ans d'expérience en coopération internationale, a expliqué le rôle et l'évolution de l'aide canadienne au développement international, les différents types de coopération et les différentes approches qui existent

dans le domaine de la solidarité et de la coopération internationale. Selon lui, le principal objectif « est d'être en mesure, comme partenaire du Nord, de sentir la mouvance sociale, de dialoguer avec la société civile, de permettre aux communautés d'identifier elles-mêmes leurs besoins et leurs modèles de développement. Cette approche ne peut se faire que sur du long terme et elle implique de prendre les gens comme ils sont ».

Il a également regardé ce que pourrait signifier l'élargissement des pratiques de solidarité à la FIQ. Pour lui, des mots-clés comme « professionnelles en soins, promotion de la santé, accès à la santé, lutte à la privatisation, mobilisation, femmes » sont des caractéristiques très révélatrices de ce qu'est la Fédération. Elles sont riches et porteuses en termes de solidarité. Enfin, il a révélé les cinq ingrédients qui, selon lui, constituent la recette de la coopération internationale : la confiance, la patience, la diversité des acteurs que nous représentons, la flexibilité dans la gestion et la capacité de créer au quotidien. ■

FORUM SOCIAL QUÉBÉCOIS

La seconde édition du Forum social québécois se déroulera du 8 au 12 octobre 2009, à Montréal, sous le thème « Un autre Québec est en marche! ». La FIQ, de même que le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), participeront à cet événement important et y animeront également un atelier. Pour plus de détails : <www.fsq2009.org>.

LUTTE À LA PRIVATISATION

Dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi n° 34, le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) a présenté un mémoire intitulé « Le projet de loi n° 34 - Une confirmation du développement d'un réseau de soins de santé privé parallèle ». La présidente sortante de la FIQ, Lina Bonamie, représentait le SISP devant la Commission des affaires sociales le 26 mai dernier.

Pour lire le mémoire : <www.fiqsante.qc.ca/documents_publications/avis_memoires.php>

Pour visionner la présentation en commission parlementaire :

<www.assnat.qc.ca/fra/travaux/Debats/banquevideo/cas/centresmedicaux-34.html>

COALITION SOLIDARITÉ SANTÉ

Dans le cadre de son plan d'action pour lutter contre la privatisation, la Coalition Solidarité Santé a lancé une campagne contre la tarification des soins de santé. La Coalition a lancé un questionnaire afin de recueillir des témoignages de personnes qui ont été facturées pour des soins reçus. Ces témoignages permettront d'illustrer que les soins de santé sont de moins en moins accessibles. Pour en savoir plus et pour remplir le questionnaire : <www.cssante.com>. ■

L'ORGANISATION DU TRAVAIL : DÉFI HISTORIQUE, CONTEMPORAIN ET FUTUR DU SYNDICALISME



Jean-Noël Grenier

Jean-Noël Grenier, professeur au Département des relations industrielles de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, dont le champ d'expertise est l'organisation du travail, s'intéresse plus particulièrement à la restructuration des services et des emplois dans les secteurs public et parapublic. Il a su démontrer aux déléguées, avec énergie, à quel point il est important pour les syndicats d'occuper le champ de l'organisation du travail.



De gauche à droite : Adèle Gorman, Céline Chénard, Claire Savard et Murielle Tessier Dufour

M. Grenier a notamment expliqué que la méthode Toyota, si prisée par le ministre de la Santé et des Services sociaux, alourdit la charge de travail puisqu'elle a pour objectif de faire plus avec moins. C'est une méthode qui n'est pas du tout adaptée à un milieu de travail voué aux services aux personnes. Selon lui, comme l'organisation du travail est intimement liée aux conditions de travail et à la convention collective, si les organisations syndicales ne s'en préoccupent pas, c'est la logique de la technique et de l'efficacité de l'employeur qui guidera les choix.

Si les syndicats sont proactifs dans ce domaine, les décisions reflèteront davantage les valeurs et les intérêts des salarié-e-s. En d'autres termes, si les syndicats investissent les lieux de discussions, la logique des coûts ne pourra plus régner seule sur l'organisation du travail. Les conditions d'exercice seront plus humaines et, par conséquent, les soins aussi.

SUIVI DU PLAN D'ACTION

Carole Grant et Daniel Gilbert, respectivement responsables politiques des secteurs Tâche et Organisation du travail (TOT) et Relations de travail, ainsi que

Marc-André Courchesne, conseiller syndical au secteur TOT, ont fait le point sur la mise en oeuvre du plan d'action en organisation du travail, dont le développement des connaissances, la formation et les outils de soutien sont des axes majeurs. De plus, le tout nouveau fascicule « Agir sur l'organisation du travail au niveau local » a été présenté par Thérèse Laforest, conseillère syndicale au secteur TOT. Celui-ci contient l'historique des actions de la FIQ au chapitre de l'organisation du travail et vient compléter l'information donnée lors la première vague de formation offerte aux militantes.

COMITÉS DE SOINS : DES EXPÉRIENCES INSPIRANTES

Trois militantes, impliquées activement dans les travaux de leur comité de soins, ont partagé avec la délégation leur expérience en regard de l'utilisation des comités de soins. Ainsi, Céline Chénard du Centre hospitalier universitaire de Québec, Claire Savard de l'Institut universitaire en santé mentale de Québec et Adèle Gorman du CSSS de Papineau ont présenté des témoignages enrichissants et mobilisateurs à travers une entrevue animée par Murielle Tessier Dufour, conseillère syndicale au secteur TOT.

Selon elles, l'implication de l'équipe locale et de ses membres est primordiale pour la réussite d'un comité de soins. L'initiative et l'imagination sont des ingrédients essentiels à la recherche de solutions. En définitive, elles s'entendent pour dire que les retombées sont positives pour les professionnelles en soins.

La mise sur pied de comité de soins dans chacun des établissements constitue un élément majeur du plan d'action sur l'organisation du travail de la Fédération. Ce comité permet de discuter des fardeaux de tâches que vivent les membres des syndicats. Cependant, son mandat va beaucoup plus loin puisqu'il peut traiter de toute question relative aux soins, ce qui en fait le lieu privilégié de discussion et de recherche de solutions pour toute réorganisation des soins et du travail. ■

ÉLECTION

Carolane Bibeau, du CSSS Pierre-De Saurel (SPS de Sorel-Tracy), a été élue au comité Jeunes.

COMITÉ JEUNES

Michèle Boisclair, responsable politique du secteur Sociopolitique ainsi que Marc Thibault-Bellerose, conseiller syndical à ce secteur et deux membres du comité Jeunes, Sara Caron-Guay et Jérôme Rousseau, ont fait part aux déléguées de deux activités qui auront lieu prochainement. D'abord, le comité Jeunes participera à l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde, du 27 au 30 août 2009 à Montréal. Les jeunes militantes de la Fédération sont invitées à s'inscrire à cette activité dont le thème est « Et si on prenait le pouvoir? ». Pour plus d'information : www.inm.qc.ca. Il y aura également un premier Réseau des jeunes les 22 et 23 octobre 2009 sous le thème « Génération FIQ ». Plus de détails seront disponibles ultérieurement sur le site Internet de la FIQ.